

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): J'hésite à poser ma question au premier ministre, vu sa manière aujourd'hui de répondre aux questions, mais puis-je lui demander si, maintenant que le ministre du Commerce a tiré tout le parti possible de l'annonce relative au blé, il a l'intention de le libérer.

LA FONCTION PUBLIQUE

LES FONCTIONNAIRES RETRAITÉS— L'AUGMENTATION DE LA PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. A. Bell (Carleton): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre si l'on pourrait le persuader de profiter aujourd'hui de la dernière chance qu'il aura probablement de réaliser son vœu du 15 décembre dernier, soit que les pensions des autres fonctionnaires retraités de l'État soient majorées avant qu'il prenne lui-même sa retraite?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, à vrai dire, je ne devrais même pas prendre note de cette question car elle m'intéressera personnellement, une fois que j'aurai pris ma retraite.

LES FINANCES

L'ATTITUDE DU CANADA À LA CONFÉRENCE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, j'ai posé une question quant à la réunion, à Stockholm, au sujet du Fonds monétaire international. Le premier ministre a eu la bonté de me nommer les membres de la délégation canadienne et de m'annoncer une partie du programme. Comme on dit que le Canada pourrait jouer le rôle de conciliateur lors de l'affrontement prévu à la conférence, et par suite de la visite à Ottawa hier de membres du comité parlementaire des finances de la France, nous ferait-il une déclaration sur l'attitude que prendra le Canada à cette occasion? En cas d'affrontement, beaucoup de Canadiens aimeraient savoir, je crois, de quel côté notre pays se rangera.

M. l'Orateur: Le député admettra, j'en suis certain, qu'il demande une déclaration comme celle qu'il y a lieu de faire à l'appel des motions.

[M. Schreyer.]

PRÉSUMÉE DÉCLARATION SUR LA DÉVALUATION POSSIBLE DU DOLLAR

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre en l'absence du ministre des Finances. Pourrait-il nous dire si l'ancien président du Conseil privé exprimait l'opinion du gouvernement lorsqu'il a déclaré qu'il aurait fallu dévaluer le dollar canadien si les États-Unis n'avaient pas atténué leurs restrictions le mois dernier?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois signaler au député d'Edmonton-Ouest qu'il a mentionné l'ancien président du Conseil privé. Le Règlement stipule que les députés peuvent poser des questions au sujet de déclarations faites en dehors de la Chambre par les membres du cabinet.

L'hon. M. Lambert: En toute déférence, monsieur l'Orateur, cette décision aurait été prise alors que le représentant était membre du cabinet.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les anciens ministres expriment rarement les opinions du gouvernement.

LE CODE DU TRAVAIL DU CANADA

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUR LES INDUSTRIES DU TRANSPORT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, il y a plusieurs semaines, le ministre du Travail a promis à la Chambre que le rapport Murchison serait étudié et qu'on annoncerait toute initiative éventuelle du gouvernement. Pourrait-il faire cette déclaration maintenant?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir d'informer le député et ceux que la chose intéresse qu'après discussion avec le conseil des camionneurs, les représentants des compagnies de camionnage et autres organismes et personnes intéressés, le rapport Murchison a été remis au gouvernement en même temps que les recommandations pertinentes de mon ministère. Il y a eu décision et un décret du conseil relatif à son application est en préparation. J'espère pouvoir émettre un communiqué à la presse avant la fin de la semaine.